



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

23/11/2023

L'État d'Israël contraint à négocier

Enfin un embryon de Cessez-le-feu

Une trêve de quelques jours vient d'être annoncée par le gouvernement israélien et les organisations armées palestiniennes (au moins cinq, semble-t-il). Le Qatar et l'Égypte ont été médiateurs. Que dit cet accord ?

Un Cessez-le-feu de quatre jours est convenu par les deux parties. Il implique l'arrêt de toutes les opérations militaires de l'armée d'occupation dans l'ensemble de la Bande de Gaza, ainsi que l'arrêt du mouvement de ses véhicules pénétrant dans la Bande.

Des centaines de camions d'aide humanitaire et de carburant seront autorisés à entrer dans toutes les régions de la Bande de Gaza, sans exception, au nord et au sud.

50 prisonniers israéliens, femmes et enfants, des combattants palestiniens seront libérés en échange de la libération de 150 prisonniers palestiniens, femmes et enfants, détenus par l'armée israélienne.

Les mouvements aériens seront interrompus dans le sud pendant les quatre jours et limités à six heures par jour dans le nord (10 h 00 à 16 h 00).

Pendant cette période, l'armée d'occupation s'engage à ne pas attaquer quiconque dans toutes les régions de la Bande de Gaza et à assurer la liberté de circulation des personnes du nord au sud via la route Salah Ed-Din.

Que peut-on en penser ?

D'abord, il faut se réjouir de cet arrêt, même momentané du massacre. La trêve, si éphémère soit-elle, indique que le gouvernement israélien a dû céder aux pressions. Ce sont les pressions internationales, les manifestations, les blocages des ports, les démarches de différents pays d'Amérique du Sud et la fermeture de l'ambassade d'Israël en Afrique du Sud. Il y a aussi des pressions internes, notamment autour de la question des prisonniers des Palestiniens. Depuis le début de l'offensive contre le peuple de Gaza, on comprenait que leur libération n'était pas la priorité du gouvernement ni de l'armée israélienne. Interrogé en octobre par BFM TV, le colonel Olivier Rafowicz, porte-parole de l'armée d'occupation, a préféré ne pas répondre à deux questions : « *Allez-vous récupérer les otages ?* » et « *Est-ce que la population israélienne doit se préparer au sacrifice de ces otages ?* ». Par ailleurs, des informations parues dans les seuls *media* israéliens sur la réalité de ce qui s'est passé le 7 octobre et les jours suivants indique qu'une partie des morts israéliens ont été tués par l'armée de terre dans les kibboutz et l'armée de l'air pour ce qui est de la *rave party*. L'idée de Netanyahu était de limiter au maximum le nombre de prisonniers, qui sont, nous le voyons bien, pour les combattants palestiniens, un puissant moyen de pression et de négociation.

Or, depuis plusieurs semaines, la pression montait contre le gouvernement, accusé de ne pas se préoccuper du sort des « *otages* ». Plus largement, des manifestations ont eu lieu contre la façon de « *se défendre* » choisie par le gouvernement et l'armée.

Enfin, il n'est pas interdit de penser que si, sur le volet massacre des civils, l'opération israélienne a parfaitement réalisé ses buts, sur le volet proprement militaire, la résistance palestinienne est loin d'avoir été éradiquée.

Sur le fond, la question politique demeure entière, qui fait notre soutien au peuple palestinien, la fin du régime colonial et d'apartheid, le droit à un État, le droit au retour des réfugiés et dans l'immédiat un cessez le feu.